

**CONTRAINTES ET OPPORTUNITES POUR L'INTÉGRATION RÉGIONALE DE
L'AGROBUSINESS ET DES INDUSTRIES CONNEXES EN AFRIQUE DE L'OUEST**

par

Wallace E. Tyner

**Université de Purdue
Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier
Institut National de la Recherche Agronomique**

Le papier suivant a été rendu possible aux fonds traversants à partir
de The United States Agency for International Development (USAID) West Africa Regional
Program (WARP) PCE-I-00-99-00002-00 T.O. #3



CONTRAINTES ET OCCASIONS POUR L'INTÉGRATION RÉGIONALE DE L'AGROBUSINESS ET DES INDUSTRIES RELATIVES EN AFRIQUE OCCIDENTALE

Une plus grande intégration régionale en Afrique occidentale apporterait les deux vraies occasions et beaucoup de défis. Tandis que l'intégration et la coopération régionales a été l'entretien dans la région pendant des décennies, la réalité a tombé lointain des mots. En cet article nous examinons une partie de l'histoire de l'intégration régionale et des établissements associés et puis examinons les avantages potentiels, les obstacles principaux, et les actions potentielles qui pourraient être prises pour renforcer l'intégration régionale, particulièrement pour des agrobusiness dans la région.

Fond sur l'intégration régionale en Afrique occidentale

Les deux établissements principaux impliqués dans l'intégration régionale formelle en Afrique occidentale sont UEMOA (Union économique et monétaire Ouest Africaine) et ECOWAS (la Communauté économique des Etats africains occidentaux). UEMOA et ses établissements de prédécesseur ont existé depuis l'indépendance des anciennes colonies françaises. UEMOA lui-même a été formé en 1994 et se compose aujourd'hui de sept pays francophones plus la Guinée-Bissau. ECOWAS a été créé en 1975 et inclut les huit pays d'UEMOA plus sept autres Etats africains occidentaux.¹ Le tableau 1 fournit les indicateurs économiques et sociaux choisis pour les pays d'UEMOA et d'ECOWAS. Clairement, c'est une région très pauvre avec une importance du marché totale limitée.

Tableau 1
Indicateurs économiques et sociaux choisis des pays d'UEMOA et d'ECOWAS

Indicateur	UEMOA	ECOWAS
Population	70 millions	236 millions
PIB	\$28 milliards	\$82 milliards
PNB per capita	\$395	\$322
Croissance de PIB	3.5%	3.6%
Taux d'instruction	34%	55%
Espérance de vie à la naissance	47 ans	48 ans
Accédez à l'eau sûre	68%	60%

Source : Base de données régionale de l'Afrique de banque mondiale, réelle ou estimée pour 2000.

¹ <UEOMA inclut le Bénin, le <Burkina-Faso, <d'Ivoire de <Côte, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Togo, et la Guinée-Bissau. ECOWAS inclut ces huit pays plus le Cap Vert, la Gambie, le Ghana, Guinée, le Libéria, le Nigéria, et la Sierra Leone.

Approche à l'intégration régionale

Les deux organismes ont différentes histoires, ordres du jour, et résultats jusqu'ici. UEMOA est une union monétaire et récemment il a accompli plus de progrès dans l'intégration commerciale (Page et Bilal). On l'identifie généralement qu'UEMOA a un personnel professionnel fort qui a contribué à son efficacité. UEMOA est régi par une conférence des chefs d'Etat, où le consentement unanime est exigé. Mais il y a un Conseil de Ministres qui les poignées plus des issues qui surgissent, et là seulement d'un vote majoritaire est nécessaire.

ECOWAS a mis l'accent sur la coordination de politique, mais a eu le succès limité dû aux intérêts économiques nationaux contradictoires. À l'origine, ECOWAS a eu des objectifs de libéralisation commerciale interne et d'un tarif externe commun, mais cet objectif n'a pas été atteint. Le secteur privé était l'une des forces d'entraînement derrière la création d'ECOWAS, mais il n'a pas été réussi en avançant l'ordre du jour régional d'intégration. Le corps régissant pour ECOWAS est les chefs d'Etat des pays membres. Mais il n'y a aucun corps clair d'exécution ou d'application, qui a affaibli l'organisation. Là existe une longue liste de protocoles approuvés et les accords qui n'ont pas été adoptés par des Etats membres.

Forces pour l'intégration²

Les forces principales pour l'intégration sont les suivantes :

- Gains d'importance du marché d'un marché combiné - à les exceptions possibles du d'Ivoire du Nigéria et du Côte, aucun des autres pays soyez assez grand pour capturer toutes les économies d'échelle dans la production ou le marketing. Tous les pays ont besoin du marché plus grand que l'intégration régionale apporterait.
- Intégration traditionnelle des peuples dans la région – historiquement, il y a eu une quantité considérable de voyage et de commerce parmi les peuples et les pays de la région. Ainsi, il y a déjà une longue histoire du indépendant d'intégration des actions de n'importe quel gouvernement ou organisation régionale.
- Des leçons importantes des erreurs passées ont été appliquées – la politique passée de la substitution d'importation a été rejetées par la plupart des gouvernements dans la région. En outre, les gouvernements se rendent compte des raisons de l'échec passé des efforts commerciaux internes de libéralisation ou d'intégration. Les mesures doivent être perçues pour être justes à tous les pays dans l'organisation régionale.
- Les demandes du secteur privé et de la société civile sont les O.N.G.S – de plus en plus importantes et le secteur privé croient qu'une meilleure intégration régionale aideront les pays dans la région pour échapper à la stagnation et des conflits qui ont marqué des années récentes. Le réseau africain occidental d'entreprise a été particulièrement en activité dans des gouvernements d'incitation et des organismes régionaux.
- Les gouvernements politiques accrus – d'engagement dans la région identifient maintenant que tout peut être meilleur au loin avec une meilleure intégration régionale. Ils identifient également que les pays agissant dans l'intérêt personnel pur dans le passé ont été une barrière importante à progresser dans l'intégration régionale.

² Partie de ceci et de l'aspiration suivante de section sur le plan régional occidental d'intégration de l'Afrique de banque mondiale.

- Un plus grands intérêt et appui de distributeur – dans le passé, certains des donateurs préférés pour traiter différents états et n'ont pas encouragé l'intégration régionale. Il y avait du souci que les blocs commerciaux régionaux ne réaliseraient pas des gains d'assistance sociale et pourraient empêcher le progrès de négociation commerciale multilatéral. Cependant, les donateurs récemment bilatéraux et multilatéraux semblent soutenir fortement une meilleure intégration régionale.

Obstacles à l'intégration

Suivre certains des obstacles principaux qui doivent être surmontés :

- Géographie difficile et fortement réduite en fragments – Il y a une grande diversité parmi les pays du membre ECOWAS. La moitié 236 millions de personnes habitent au Nigéria, et le repos sont dispersés parmi les 14 autres pays. La moitié du secteur est dans les pays sans littoral, et les systèmes de transport parmi des pays sont souvent tout à fait pauvres. D'autres coûts d'infrastructure comme l'électricité sont également excessivement hauts. Trois langues européennes plus beaucoup de langues locales sont parlées, tellement là ne sont aucune langue d'unification. Une grande partie de la région a des précipitations fortement variables que cela mène à la grande variabilité en PIB puisque l'agriculture est une grande fraction de PIB.
- Le marché est petit et accroissant lentement – Le PIB de la région d'ECOWAS est plus ou moins comme celui de l'Irlande, et, naturellement, le revenu par habitant est minuscule. Plus de 70 pour cent de la population vivent sur moins que \$500/an. Il y a également de variabilité considérable parmi les pays s'étendant de \$125/an pour la Sierra Leone à \$1330 pour le Cap Vert. La croissance à long terme a été environ 3 pour cent, pas beaucoup au-dessus du taux de croissance à long terme de population de 2.8 pour cent.
- Similitudes économiques parmi les pays – Toutes les économies sont la ressource naturelle basée, qui limite des occasions pour le commerce. Le Nigéria est un exportateur important d'huile, mais les exportations pour les autres pays sont les semblables à l'autre. Avec les structures économiques semblables, il y a une place limitée pour des gains du commerce intra-régional.
- Pays très pauvres – Comme indiqué ci-dessus, il y a une incidence très élevée de la pauvreté partout la région. Ainsi, il y a peu de pouvoir d'achat dans la région. Les indicateurs sociaux, comme ceux montrés dans le tableau 1, sont très bas, avec des investissements énormes requis en infrastructure sociale.
- L'environnement politique fragile – la région a été infesté des conflits militaires et de tout autre malaise social. La démocratie a été institutionalisée dans quelques pays mais pas tous. L'instabilité politique rend la réalisation de l'intégration régionale beaucoup plus difficile.
- Exécution faible de politique - Certains des pays dans la région n'ont pas mis en application les réformes structurales d'ajustement pour aligner leurs économies avec l'environnement économique global. Il y a divergence considérable parmi les pays en termes de leur progrès de réforme de politique. Cette divergence le rend difficile de réaliser l'intégration régionale, qui dépend, dans une certaine mesure sur à environnements conformés de politique.

Statut d'intégration régionale

Le commerce intra-régional s'est développé peu et se repose entre 6 et 12 pour cent du commerce de total selon les points d'émission de données un emploi. Évaluations de gamme commerciale officieuse ou sans cérémonie jusqu'à 30 pour cent du commerce de total. La plupart des analystes attribuent une grande partie du manque de réaliser un degré plus élevé d'intégration à une administration faible d'ECOWAS avec peu ou pas de puissance d'application et à un manque d'engagement politique de la part des pays membres. Partie du manque d'engagement politique, aucun doute, dérive de la croyance non spécifiée que les gains d'une plus grande intégration peuvent ne pas être suffisants pour compenser les coûts politiques et économiques.

L'évaluation africaine de banque de développement de l'état actuel de l'intégration régionale généralement en Afrique contient beaucoup de points qui s'appliquent à l'Afrique occidentale :

- Les gouvernements ont montré peu de bonne volonté de subordonner des intérêts politiques et économiques domestiques à aux établissements supranationaux avec des buts régionaux à long terme.
- Après la poursuite de la substitution d'importation les politiques ont mené à l'établissement des industries domestiques inefficaces protégées par des tarifs élevés. Perte que les vestiges de ce legs s'est avérés difficiles.
- Beaucoup de gouvernements se fondent fortement sur le revenu de tarif pour placer des budgets de gouvernement. La collection de revenu d'autres sources (de domestique) est difficile administrativement et politiquement.
- Les organismes régionaux tels qu'ecowas ont eu excessivement des buts ambitieux et des tranches de temps peu réalistes pour l'exécution. L'échec répété et retarde n'ont pas induit la confiance en organismes régionaux.
- Les mécanismes insatisfaisants pour le partage équitable des coûts et les avantages des arrangements régionaux a mené à un autre échec d'exécution.
- L'instabilité politique, le malaise civil, et les militaires sont en conflit ont rendu le travail des organismes régionaux très difficile.
- Les inversions fréquentes de politique ont réduit la crédibilité des organismes régionaux et des accords régionaux.

Cependant, la banque de développement africaine identifie qu'en dépit de ces problèmes principaux, il y a récemment intérêt remplacé pour l'intégration régionale dans l'Afrique occidentale et de la part des donateurs principaux.

Dimensions de l'intégration

En dépit du niveau bas perçu de l'accomplissement dans beaucoup de secteurs, l'ordre du jour d'ECOWAS pour l'intégration régionale est tout à fait ambitieux. Il entoure non seulement commercial mais également développement d'infrastructure, intégration monétaire et financière, paix et sécurité régionale, mobilité des citoyens, développement de secteur privé, et d'autres secteurs. Dans cette section, nous décrivons le statut d'intégration régionale le long de ces dimensions.³

³ Cette section utilise le papier d'Aryeetey.

Le commerce

Une des questions économiques importantes concernant l'intégration et le commerce régionaux concerne le point auquel les accords commerciaux régionaux augmentent le bien-être ou le ramènent. Robinson et Thierfelder ont analysé cette différence et ont tiré les conclusions suivantes :

- La création commerciale excède considérablement la déviation commerciale en pratiquement tous les accords commerciaux régionaux étudiés. En d'autres termes, le commerce plus nouveau est créé qu'est détourné d'autres sources par les accords commerciaux régionaux.
- La nouvelle théorie commerciale montre encore de plus grands gains des accords commerciaux régionaux que la théorie commerciale néoclassique standard.
- Les réformes domestiques de politique qui accompagnent normalement des accords commerciaux régionaux fournissent une source des gains additionnels d'assistance sociale.

Le résultat inférieur est que, contrairement à la doctrine économique précédente, les accords commerciaux régionaux sont bien-être augmentant et devrait être poursuivi.

ECOWAS n'a pas été réussi dans les pays persuasifs pour mettre en application les réformes de politique commerciale nécessaires pour avancer la dimension commerciale de l'intégration régionale. Certains des problèmes et des issues spécifiques sont les suivants (Aryeetey) :

- Difficultés dans des documents de douane de normalisation et d'harmonisation et des programmes de tarif ;
- Manque de prolonger l'exemption totale des droits de douane et des impôts pour les marchandises non-traitées et les produits traditionnels de travail manuel ;
- Manque de s'appliquer des tarifs préférentiels aux produits industriels approuvés ;
- Existence continue des barrières non-tarifaires, particulièrement dans le cas de la nourriture et des textiles ;
- Absence des certificats d'origine pour les marchandises non-traitées et pour les marchandises industrielles, et manque de produire les certificats d'origine et la déclaration d'exportation ;
- Les règles rigoureuses d'origine qui excluent souvent la majeure partie de produits manufacturés et agricoles produits par des Etats membres à partir de la libéralisation commerciale de la Communauté programme ;
- Problèmes en équilibrant la distribution des avantages et des coûts d'intégration économique ;
- Manque de payer vers le haut des contributions au budget de compensation ;
- Peu de conscience par le public des avantages potentiels de l'arrangement ;
- Formalités rigides de frontière et intransigence des douaniers.

Tous ces problèmes et issues lient de nouveau au manque d'engagement politique par des Etats membres. Ils reflètent également la position administrative faible du secrétariat d'ECOWAS. En outre, l'arrangement de compensation a été caractérisé comme trop rigide et inefficace. Tous ces problèmes doivent être adressés si nous devons réaliser l'intégration régionale véritable dans l'arène commerciale.

Comme indiqué ci-dessus, le commerce sans cérémonie est tout à fait important dans la région, parfois estimée à jusqu'à 30 pour cent du commerce de total (le commerce formel de périodes three-five, selon le point d'émission de données utilisé). La page et le Bilal indiquent que le commerce sans cérémonie est pardonné par des fonctionnaires de gouvernement pour les raisons suivantes :

- L'incapacité par des fonctionnaires à empêcher efficacement, régler, ou commandent le commerce sans cérémonie ;
- La complicité des fonctionnaires d'état qui peuvent capturer ainsi pour le leur propres avantages partie des gains du commerce sans cérémonie ;
- L'influence du commerce sans cérémonie d'excédent d'état qui permet à des fonctionnaires de récompenser la fidélité (politique) par les commerçants privés.

De même, ils concluent que le commerce sans cérémonie a les effets négatifs suivants sur l'intégration régionale :

- Loyer-cherchant et comportement loyer-protecteur par les réseaux sans cérémonie ;
- Imposition de diverses formes des mesures protectionnistes sans cérémonie (taxes à l'exportation, divers prélèvements, commandes de route, etc...)
- Environnement favorable pour des transactions illégales, corruption répandue, accords tacites, favorisant un criminalization de l'économie ;
- Effets disruptifs sur la production locale ;
- Manque de qualité et de normes techniques ;
- Perte de revenus potentiels importants (d'impôts) pour l'état.

Clairement, il y a des droits acquis en continuant le système commercial sans cérémonie établi. À condition que des coûts de transaction dans le système officiel soient perçus pour être hauts, il est probable que le système sans cérémonie continue à être fort. Cependant, il y a les pertes sèches pour les pays et la région en termes de revenu d'efficacité et de gouvernement. Ainsi, il y a des gains significatifs d'assistance sociale à avoir des améliorations qui détourneraient plus du commerce sans cérémonie aux canaux formels.

Développement d'infrastructure

ECOWAS a eu un plus grand succès dans le développement d'infrastructure, en particulier dans la construction de route. De près de 90 pour cent du transport-Sahelian et des routes transport-costales ont été accomplis. D'autres projets de route ont avancé. Des projets sont envisagés pour des liaisons ferroviaires améliorées et une ligne maritime costale. Il y a des propositions pour des normes communes dans l'agriculture et les télécommunications, mais ils n'ont pas été encore mis en application. Il y a eu un certain effort en établissant une grille régionale de l'électricité, un projet qui a le potentiel énorme, mais assez pas presque le progrès a été accompli. Certains des défis importants en avant sont les suivants (Aryeetey) :

- Satisfaire la demande des services d'infrastructure, en particulier dans les secteurs de l'électricité, de l'approvisionnement en eau, du transport, des télécommunications, des ports de mer et des aéroports ;

- Acquérant une certaine capacité technique minimum d'identifier et favoriser des projets spécifiques de développement d'infrastructure, y compris la capacité d'entreprendre des études de faisabilité de faisabilité ;
- Fixation du financement externe pour l'exécution des projets à grande échelle d'infrastructure au niveau sous-régional.

Monnaie et finance

Les issues monétaires et financières sont tout à fait différentes pour UEMOA et ECOWAS. UEMOA est une union monétaire avec une devise soutenue par le gouvernement français. Parmi des pays d'UEMOA les transactions financières ont un coût relativement bas de transactions avec une banque centrale de fonctionnement pour faciliter des échanges. En date de 2000, UEMOA a commencé à surveiller des politiques macro-économiques des pays membres, par l'objectif de la convergence de maintien et d'empêcher des problèmes monétaires. UEMOA considère aller plus loin inclure des impôts indirects d'harmonisation parmi les pays membres (page et Bilal).

ECOWAS, naturellement, n'est pas une union monétaire en ce moment, et les transactions monétaires ont des coûts très élevés de transactions. L'agence monétaire africaine occidentale n'a pas pu fonctionner efficacement parce que les Etats membres n'ont pas fourni les devises étrangères nécessaires. Puisque les monnaies nationales ne sont pas convertibles, il y a des coûts très élevés de transactions dans le commerce à travers les frontières nationales. Souvent une troisième devise et une banque étrangère doivent être employées pour mettre en application des transactions.

En 2000, les pays du non-UEMOA ECOWAS ont commencé le processus d'établir une union monétaire par l'objectif du fusionnement avec UEMOA en 2003 pour créer une union monétaire africaine occidentale. Ce projet est considérablement en retard, et peut être tout à fait difficile à mettre en application. Il est compliqué par le soutien français du CFA qui ne peut être prolongé à une plus large devise. Il exigerait que les pays du non-UEMOA ECOWAS réalisent la convergence dans leurs politiques monétaires et fiscales. Actuellement, la plupart des pays sont loin sous peu de rencontrer leurs cibles. Cependant, même si l'union monétaire reste un but évasif, il est tout à fait important que les pays du non-UEMOA ECOWAS accomplissent le progrès sur le but d'une autorité viable pour faciliter des transactions commerciales et finalement une banque centrale. Il y a peu d'espoir d'augmenter le commerce intra-régional sans réduire les coûts élevés de transactions liés à ce commerce.

Politiques externes

UEMOA et ECOWAS ont différentes positions concernant des négociations d'accord du commerce extérieur. UEMOA a l'autorité pour des relations du commerce extérieur et met en application cette autorité. Les pays d'UEMOA peuvent développer une position externe commune (par vote majoritaire deux-tiers), et on s'attend à ce que les différents gouvernements soutiennent cette position. UEMOA a développé des positions communes dans les négociations commerciales de WTO. Il a été autorisé par l'EU pour commencer des négociations pour un accord économique d'association. UEMOA même a ouvert son propre bureau de délégation à Bruxelles.

La situation pour ECOWAS est tout à fait différente. ECOWAS n'a pas l'autorité de négociation commerciale selon son traité de fondation. Il n'établit pas des positions externes pour des membres en ce qui concerne WTO ou négociations bilatérales. Ainsi, ECOWAS n'est pas en position actuellement pour développer des positions externes de terrain communal pour les pays membres ou à négocier en leur nom.

Schiff examine des choix domestiques et externes de politique pour de petits pays face à un environnement global en cours d'évolution et fournit les recommandations générales suivantes :

- Les participants aux arrangements régionaux devraient plus loin réduire leur protection de frontière.
- Le composant commercial de l'accord de Cotonou entre l'ACP et l'EU est susceptible de nuire à de petits pays ACP, et ils devraient libéraliser leurs politiques commerciales pour réduire les transferts à l'EU.
- Les petits pays devraient signer des accords de libre-échange avec tous les pays d'OCDE et généralement poursuivre la libéralisation multilatérale.
- L'EU et d'autres pays d'OCDE devraient fournir l'assistance technique aux pays ACP à l'aide en réformes domestiques comme des engagements de WTO.

Libre circulation des personnes et des droits de résident

En 1992, le protocole d'ECOWAS relatif à la libre circulation des citoyens de la Communauté a établi des droites pour que les citoyens écrivent n'importe quel état d'ECOWAS sans visa, de résident et de chercher l'emploi n'importe où dans la région, et d'établir des affaires n'importe où dans la région. Selon Aryeetey, la libre circulation et le commerce intra-communautaire sont encore empêchés par :

- Causer encombrant de procédures de frontière considérable retarde
- Barrages de route illégaux nombreux
- Extorsion et demande des prélèvements illégaux
- Règlements nationaux qui sont à l'opposé de protocole d'ECOWAS
- Manque des visiteurs de régulariser leur séjour

Paix et sécurité régionales

La paix et la sécurité régionales est un secteur où peut-être ECOWAS a eu un plus grand succès. Il a effectué un certain nombre d'initiatives pour maintenir la paix et la sécurité dans la région telle que des activités d'ECOMOG au Libéria, en Sierra Leone, et la Guinée Bissau. Le cadre pour des activités de paix et de sécurité a été récemment renforcé par l'adoption d'un mécanisme permanent pour l'empêchement et la résolution de conflit.

Mais l'image ici n'est pas tout attrayante. ECOWAS l'a trouvé difficile de mettre en application la paix maintenant des activités dues en partie de l'engagement faible des Etats membres. Il a fait l'utilisation lourde des troupes nigériennes, qui a apporté la critique. Il n'est pas financé bon, et a eu ainsi des opérations de maintien de difficulté. Néanmoins, les efforts ont réalisé un certain succès, et le nouveau mécanisme d'empêchement et de résolution de conflit a le potentiel de réaliser le succès.

Développement de secteur privé

La plupart des pays d'ECOWAS ont subi des programmes d'adaptation structureaux. Ces programmes ont inclus des modifications de police à l'aide créent un environnement plus favorable pour l'activité de secteur privé. Souvent les programmes également ont inclus les composants significatifs de privatisation pour aider à jeter plusieurs des organismes parastatal et nationalement possédés des compagnies. Cependant, beaucoup reste à faire.

Investissement et FDI

L'investissement étranger dans la plupart des pays d'ECOWAS d'extérieur et d'intérieur la région est inférieur que pour toutes les Afrique et moyennes plus humblement que Secondaires-Saharan encore (page et Bilal). Il y a un certain investissement limité d'Ivoire, du Ghana, et du Nigéria de Côte à d'autres pays d'ECOWAS. Puisque l'investissement coule dans la région sont bas, il y a peu de transfert ou impulsion de technologie pour le commerce intra-régional augmenté. La privatisation offre un autre véhicule pour l'attraction de FDI si les autres conditions pour attirer FDI existent.

Que diriez-vous du potentiel pour FDI augmenté ? Pigato argue du fait que l'environnement de FDI en Afrique est insatisfaisant pour attirer FDI. Il argue du fait que le framework encourageant souffre des insuffisances suivantes :

- Les barrières à l'entrée abondent toujours en beaucoup de pays. En outre, l'enregistrement, autorisant, et d'autres processus administratifs augmentent des coûts de transaction.
- Beaucoup de pays ont installé des incitations coûteuses pour attirer FDI, mais la plupart d'analyse indique que les incitations ne sont pas très efficaces en attirant FDI. Quels investisseurs ont besoin, les incitations financières plus que directes, est un chemin clair et peu coûteux par les procédures administratives.

En monde d'aujourd'hui, Pigato discute, les causes déterminantes traditionnelles de FDI sont encore importantes : stabilité politique et macro-économique, disponibilité des ressources naturelles, et un marché croissant. Cependant, il y a de nouvelles causes déterminantes qui sont également tout à fait significatives :

- Un environnement favorable de FDI – environnement de normalisation transparent et non discriminatoire, politiques de concurrence efficaces, système juridique efficace et juste, etc...
- La basses transaction et affaires coûte – les règles sont importantes, mais la manière que les règles sont imposées est également importante. Les systèmes administratifs et légaux doivent avoir les personnes compétentes et honnêtes mettant en application des règles et des règlements.
- Réseaux et faisceaux de fournisseur – Les pays avec les sociétés locales dynamiques ont un avantage parce que les investisseurs étrangers ont besoin de sociétés locales avec qui au contrat pour les marchandises locales et les services.
- Établissements de soutien et services techniques – Les catégories et les normes, les corps de garantie de la qualité, etc. sont importants pour les niveaux créants et de maintiens de la qualité et d'une image des produits de qualité pour le pays.

- Le capital humain – il y a un besoin fort de capital humain qualifié qui peut tirer profit des technologies modernes. La flexibilité de marché du travail est également tout à fait importante.
- La qualité d'infrastructure – à prix réduit et le service téléphonique fiable est très important. Le bon transport à et du pays est également nécessaire. Les coûts énergétiques doivent également être raisonnables.
- Protection de droites de propriété intellectuelle – Beaucoup de compagnies multinationales n'investiront pas dans les pays qui n'ont pas établi la protection forte de droites de propriété intellectuelle.

Même lorsque toutes ces conditions ne sont pas réunies, les pays africains occidentaux peuvent immobile attirer FDI de ce qui s'appellent "les investisseurs libres." Ces investisseurs souvent sont dans des industries de main-d'oeuvre telles que des textiles et placent une prime sur pouvoir se déplacer d'un pays à l'autre facilement. Les incitations d'investissement peuvent être particulièrement utiles en attirant ces investisseurs. Cependant, l'Afrique occidentale n'a pas eu beaucoup de succès en attirant ces investisseurs en grande partie parce que l'infrastructure de base dans insatisfaisant et parce que les procédures administratives sont perçues pour être trop encombrantes.

Réseaux sans cérémonie

Les O.N.G.S et les réseaux sans cérémonie d'affaires ont joué un rôle principal dans l'intégration des sociétés et des économies africaines occidentales. Les réseaux formels et sans cérémonie d'affaires se sont avérés tout à fait efficaces en développant et en soutenant des activités commerciales et le commerce frontalier. Ils sont également efficaces à l'échange de l'information et au servir de sources d'information sur des occasions du marché.

Le meilleur exemple d'un réseau plus formel d'affaires est le réseau africain occidental d'entreprise (WAEN) (page et Bilal). Il rassemble plus de 350 personnes d'affaires de 13 réseaux nationaux d'affaires dans des pays d'ECOWAS. Les deux objectifs principaux de WAEN sont contribuer à l'amélioration de l'environnement d'affaires en Afrique occidentale et de favoriser les échanges et l'investissement frontaliers de la région. Quelques activités importantes incluent faciliter le commerce frontalier, coopération avec des fonctionnaires de gouvernement sur des questions d'opérations bancaires et de commerce, et soutenir les systèmes d'information améliorés.

Contraintes et Opportunités

Pendant les deux ou trois décennies passées, l'intégration régionale en Afrique occidentale a été une histoire mélangée. UEMOA a réalisé un plus grand succès parmi ses membres sur beaucoup d'avants, mais a eu un avantage de langage commun et de soutien de la devise commune du gouvernement français. ECOWAS a accompli le progrès limité à un ordre du jour très ambitieux. Il est juste pour indiquer, cependant, qu'il semble y avoir un plus grands intérêt et soutien internationaux de l'intégration régionale en Afrique occidentale aujourd'hui qu'en années précédentes. Tandis que la stratégie rurale de développement de l'Afrique de banque mondiale ne mentionne pas l'intégration régionale, la banque a une stratégie séparée pour l'intégration régionale pour l'Afrique occidentale (2001). E.U., les ETATS-UNIS, et d'autres donateurs bilatéraux semblent également avoir un plus grand intérêt pour l'intégration régionale aujourd'hui que dans le passé. Et, naturellement, d'une manière primordiale, les pays africains occidentaux eux-mêmes semblent être plus convaincus aujourd'hui sur l'importance d'une meilleure intégration régionale pour leur future stabilité et progrès économique.

La question principale, alors, est comment nous abordons réaliser une intégration régionale plus réussie. Certaines des réponses ont été fournies dans le texte ci-dessus, mais dans ce qui suit, nous présenteront quelques directions et changements principaux qui seront exigés pour réaliser la vraie intégration régionale.

Opportunités pour l'agriculture et l'agrobusiness

Il y a quelques cibles spécifiques d'occasion à l'agriculture et à l'agrobusiness qui mention de mérite :

- Le bétail commerce – Traditionnellement il y a eu de bétail considérable commercé entre les pays intérieurs et costaux. Aucun doute ce commerce ne pourrait être considérablement augmenté si des améliorations d'infrastructure étaient apportées et des coûts d'effectuer les échanges étaient réduits. Les modifications de police, l'application des règles existantes, et les améliorations d'infrastructure de transport devraient être des priorités élevées.
- Sécurité régionale de nourriture – La production de nourriture change d'un an à l'autre et à travers des pays dans la région. Commerçant la nourriture des produits pour réaliser une plus grande sécurité régionale de nourriture augmente le bien-être d'envoyer et de recevoir des pays. Des investissements ont été faits en améliorant des systèmes d'information, et les efforts à réduire des coûts de transactions ont eu un certain succès. Mais si un plus grand progrès dans le commerce régional le long des lignes mentionnées ci-dessus pourrait être accompli, la région pourrait toutes les deux améliorer des occasions de vente et la sécurité de nourriture.
- L'harmonisation des règlements et des standards de qualité sanitaires et phytosanitaires – cette matière a été discutée ci-dessus, mais soutient mentionner encore dans ce progrès dans ces secteurs a pu mener au plus grand commerce intra-régional et au potentiel d'augmenter des exportations en dehors de la région. C'est un secteur où le secteur privé d'agrobusiness peut prendre un rôle actif dans le principal changement.
- Des droites de propriété intellectuelle – ce secteur également ont été mentionnées au-dessus de mais sont particulièrement importantes pour l'agriculture. Le plus grand danger pour les pays en voie de développement en ce qui concerne GMOs n'est pas qu'elles causeront le mal mais que les pays en voie de développement renonceront aux avantages ils apportent. Potentiel significatif génétiquement modifié d'offre de variétés d'augmenter des rendements et de réduire des coûts de production. Les fermiers africains occidentaux simplement ne peuvent pas se permettre de renoncer à ces gains. Mais pour avoir l'intérêt de compagnie de graine, les compagnies doivent être assurées que leur propriété intellectuelle sera protégée.
- Infrastructure de transport – L'amélioration de l'infrastructure de transport est un autre facteur important en réduisant des coûts du commerce et de transactions pour l'agrobusiness. Le commerce augmente quand les gains sont plus grands que les coûts. Le transport élevé coûte à endroit une cale entre les régions d'importation et d'exportation de potentiel. Pour augmenter le commerce, nous devons réduire des frais de transport.

Faisant à établissements le travail

Vers l'est et Levine récemment (août 2002) a édité un papier examinant les rôles de la géographie (ou des dotations de ressource naturelle), des établissements, et de la politique en déterminant des niveaux de développement économique à moyen ou à long terme. Leur conclusion est que le facteur le plus important est des établissements. Dans leurs propres mots :

« Nous trouvons l'évidence que les tropiques, les germes, et les récoltes affectent le développement par des établissements. Nous ne trouvons aucune évidence que les tropiques, les germes, et les récoltes affectent des revenus de pays directement autre que les établissements traversants, ni nous trouvons n'importe quel effet des politiques sur le développement une fois que nous commandons pour des établissements. »

En d'autres termes, les bons établissements sont la clef au développement économique réussi. Les établissements ici se réfère à tout le paquet des affaires, économique, et aux facteurs d'environnement sociaux qui sont nécessaires pour le fonctionnement efficace et efficace des marchés et des sociétés. Les six facteurs institutionnels spécifiques qu'ils ont employés étaient les suivants :

- Voix et responsabilité – le point auquel les citoyens peuvent choisir leur gouvernement, droites politiques, libertés civiles, et une pression indépendante.
- Stabilité et absence politiques de violence – une basse probabilité que le gouvernement sera renversé par des moyens inconstitutionnels ou violents.
- Efficacité de gouvernement – qualité de la livraison de service public, de la compétence des fonctionnaires, et du degré de politisation de la fonction publique.
- Fardeau de normalisation léger – absence relative des commandes de gouvernement sur des marchés de marchandises, l'interférence de gouvernement dans le système bancaire, des commandes bureaucratiques excessives sur de nouvelles entreprises commençantes, ou le règlement excessif du privé et du commerce international.
- Règle de loi – protection des personnes et de la propriété contre les juges de violence ou de vol, indépendants et efficaces, application de contrat.
- Absence de greffe – absence de l'utilisation de la puissance publique pour le gain privé, corruption.

Clairement, les auteurs incluent dans les établissements également quels économistes appelleraient le secteur ou la politique micro-économique. Leur terme "politique" se rapporte au taux de change macro-économique, à monétaires, et la politique commerciale.

Certains de ces facteurs institutionnels s'appliquent seulement au niveau de nation. Mais d'autres s'appliquent également au niveau de l'organisation régionale. Si nous voulons vraiment réaliser l'intégration régionale forte, alors nous devons développer les établissements régionaux forts, et ces établissements doivent être soutenus par des Etats membres et des donateurs internationaux.

Conclusion de la véritable terre commune pour l'intégration

Un des changements fondamentaux qui se produit avec la globalisation est celui dans beaucoup de secteurs, le secteur privé obtient en avant du secteur public. Dans le passé, c'était le secteur public qui a établi des catégories et des normes et des règles pour la production et le traitement. Aujourd'hui cela change. Les organismes privés fixent des standards de qualité comme OIN 9000 et 14000 et d'autres standards de qualité. Des pratiques en matière de production agricole pour des pays commerçant avec l'union européenne sont conduites par EuroGAP (bonnes pratiques agricoles). Dans certains cas, les supermarchés commandent la production entière et chaîne de traitement avec les représentants dans le domaine qui dictent la variété qui sera plantée, les produits chimiques qui peuvent être employés dans la production (si quel), la date pour la moisson, l'emballage, traitement, traitant, etc... Les limites comme la gestion et le traceability de chaîne d'approvisionnements sont essentielles pour chaque programme d'affaires.

Le secteur privé est égal ayant un impact important sur des accords internationaux. Une raison de la bourrasque des accords régionaux et des accords bilatéraux dans le monde entier est que ceux-ci ont un plus grand appui dans le secteur privé que des négociations de WTO. Les accords régionaux et bilatéraux sont plus simples, plus rapides pour négocier, et rapportent généralement une libéralisation commerciale plus véritable que des négociations multilatérales.

Ainsi où l'agrobusiness secteur est-il privé en Afrique occidentale ? Mène-t-il dans l'établissement de la nourriture et des standards de qualité agricoles ? Est-il engagé dans la gestion de chaîne d'approvisionnements ? Est-il des efforts individuellement et rencontrer collectivement international, souvent en privé établi, des standards de qualité ? Et le secteur d'agrobusiness préconise-t-il activement le progrès rapide en établissant les établissements nécessaires qui mèneront à véritable le libre échange régional ? Le secteur d'agrobusiness pousse-t-il adamantly pour l'application des règles existantes et pour l'élimination des entraves au commerce d'échanges commerciaux sans cérémonie ?

Le secteur d'agrobusiness en Afrique occidentale prête à supposer que conduite en effectuant les changements est couvert dans ce rapport et ce chacun sait sont nécessaires ? Le secteur d'agrobusiness prêt pour travailler ensemble pour réaliser un plus grand gain pour tous (avec le risque de perte de quelques faveurs spéciales est-il au niveau national) ?

Seulement si la réponse à ces questions est oui volonté nous puissiez accomplir le progrès véritable dans l'intégration régionale et récolter les gains là de. Ainsi nous avons des occasions et des contraintes. Choisirons-nous les occasions ?

Réduction des coûts de transactions

Si le secteur privé choisit de travailler diligemment pour saisir les occasions qui abondent, alors des réductions significatives en coûts de transactions pour des sociétés d'agrobusiness peuvent être réalisées. Les coûts commerciaux tomberont, et le commerce régional augmentera. Mais également, les sociétés africaines occidentales d'agrobusiness deviendront plus concurrentielles sur le marché international. L'Afrique occidentale deviendra plus attrayante pour FDI, et les sociétés domestiques établiront les avantages de faire des affaires avec ces nouveaux débutants. Si les sociétés d'agrobusiness en Afrique occidentale choisissent de saisir les occasions, les coûts de faire des affaires tomberont, et les occasions du marché augmenteront.

Mais le secteur privé ne peut pas regarder aux gouvernements pour faire ceci pour vous. Comme vos contre-parties dans le secteur privé le monde plus de, des agrobusiness en Afrique occidentale doit devenir beaucoup plus agressif en réalisant les buts nous toute la part.

Références

African Development Bank and African Development Fund. "Economic Cooperation and Regional Integration Policy," February 2000, 29 pp.

Ajibewa, Aderemi. "From Regional Security to Regional Integration in West Africa: Lessons from the ASEAN Experience," Centre for Democracy and Development Working Paper No. 5 on Regional Integration in West Africa, June 2002, 45 pp.

Aryeetey, Ernest. "New Forms of Co-Operation and Integration in Emerging Africa: Regional Integration in West Africa," OECD Development Centre Technical Papers No. 170, March 2001, 42 pp.

Easterly, William, and Ross Levine. "Tropics, Germs, and Crops: How Endowments Influence Economic Development," NBER Working Paper 9106, August 2002, 40 pp.

Meagher, K. "Informal Integration or Economic Subversion? Parallel Trade in West Africa," *Regional Integration and Co-operation in West Africa, A Multidimensional Perspective*, edited by Réal Lavergne, Africa World Press and IDRC, 1996.

Page, Sheila, and Sanoussi Bilal. "Regional Integration in Western Africa," Overseas Development Institute, September 2001, 54 pp.

Pigato, Miria A. "The Foreign Direct Investment Environment in Africa," World Bank Africa Region Working Paper Series No. 15, April 2001, 41 pp.

Robinson, Sherman, and Karen Thierfelder. "Trade Liberalization and Regional Integration: The Search for Large Numbers," IFPRI Trade and Macroeconomics Division Discussion Paper No. 34, January 1999, 27 pp.

Schiff, Maurice. "Regional Integration and Development in Small States," World Bank Development Research Group Policy Research Working Paper 2797, February 2002, 28 pp.

Strycker, J. D.; Metzel, Jeff; and Salinger, Lynn. "A Regional Strategy for Trade and Growth in West Africa," *Regional Integration and Co-operation in West Africa, A Multidimensional Perspective*, edited by Réal Lavergne, Africa World Press and IDRC, 1996.

World Bank Africa Region Report No. 22520-AFR. "Memorandum of the President of the International Development Association to the Executive Directors on a Regional Integration Assistance Strategy for West Africa," July 2001, 66 pp.

World Bank Rural Development Operations, Africa Region. *From Action to Impact: the Africa Region's Rural Strategy*, July 2002, 49 pp.

Yade, Mbaye; Chohin-Kuper, Anne; Kelly, Valerie; Staatz, John; and Tefft, James. "The Role of Regional Trade in Agricultural Transformation: The Case of West Africa Following the Devaluation of the CFA Franc," Presented at the Workshop on Agricultural Transformation, Nairobi, Kenya, June 1999, 33 pp.